

# Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 65

Excusés : 13

Absents : 2

**REUNION DU 7 DECEMBRE 2020**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT**, le **LUNDI SEPT DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT PRESENTS :** Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

**EXCUSES** Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa

**AYANT DONNE POUVOIR A** Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. PRUNIER Gérald, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane

**ABSENTS**

**SECRETAIRE** Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mériem

**DE SEANCE** M. ASENSI François

**DÉLIBÉRATION N°168 – RESSOURCES HUMAINES – COMPLÉMENT AUX DÉLIBÉRATIONS N° 100 ET 116 CONCERNANT LE RÉGIME INDEMNITAIRE ET LE RIFSEEP (RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL) POUR LE PERSONNEL DE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL – FILIÈRE TECHNIQUE**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier ATTIORI,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi Notre),

**Vu** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**Vu** le décret n°97-1223 du 27 décembre modifié par le décret n°2012-1457 du 24 décembre 2012, portant création d'une indemnité d'exercice de mission des préfectures,

**Vu** le décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité des emplois administratifs de direction des collectivités locales et des établissements publics,

**Vu** le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

**Vu** le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

**Vu** le décret n°2003-799 du 25 août 2003 modifié par le décret n°2014-1404 du 26 novembre 2014 relatif à l'indemnité spécifique de service,

**Vu** le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et rendement,

**Vu** le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

**Vu** le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

**Vu** le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 procédant à la création d'équivalences entre les emplois des ingénieurs et des techniciens,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20201207-168-07-12-2020-DE  
Date de transmission : 11/12/2020  
Date de réception préfecture : 21/12/2020

**Vu** la circulaire NOR-RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,  
**Vu** l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,  
**Vu** l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,  
**Vu** l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,  
**Vu** l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application aux corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,  
**Vu** les délibérations n°100 et n° 116 mettant en place le régime indemnitaire et le RIFSEEP au sein de l'établissement Paris Terres d'Envol,  
**Vu** l'avis du Comité technique en date du 24 novembre 2020,  
**Vu** le tableau des effectifs,  
**Vu** le budget général,

**Considérant** l'intérêt d'unifier les différents régimes indemnitaires en mettant en place le régime indemnitaire et le RIFSEEP pour l'ensemble des agents de l'EPT au 1<sup>er</sup> juillet 2017,

**Considérant** le besoin de faire évoluer les délibérations n° 100 et 116,

**Considérant** que l'article 6 du décret 2014-513 garantit la conservation du montant indemnitaire perçu par l'agent au titre de l'IFSE jusqu'à son prochain changement de fonctions,

**Après en avoir délibéré,**

- **Décide** de l'évolution du régime indemnitaire et du RIFSEEP pour l'ensemble des agents de l'EPT afin d'y intégrer les agents des cadres d'emploi des ingénieurs et des techniciens :

**Bénéficiaires** : agents à temps complet (temps plein ou partiel) et temps non complet

- Titulaires
- Stagiaires
- Contractuels de droit public et de droit privé

**Cadres d'emploi concernés** :

- Administrateurs
- Attachés
- Rédacteurs
- Adjoints administratifs
- Agents sociaux
- Ingénieurs en chef
- Ingénieurs
- Techniciens
- Agents de maîtrise
- Adjoints techniques

**MISE EN PLACE DE L'IFSE POUR LA FILIERE TECHNIQUE POUR LES CADRES D'EMPLOI DES INGENIEURS ET DES TECHNICIENS**

**Périodicité de versement** : l'IFSE est versé mensuellement

**Réexamen de l'IFSE** :

Le montant fera l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle et :

- En cas de changement de fonction ou d'emploi
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emploi à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- Au moins tous les 4 ans, en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

**Montant de l'IFSE** : il est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent

Les montants maximum annuels de référence sont indexés sur ceux applicables à la fonction publique d'Etat.

Le présent régime indemnitaire est exclusif de toute autre indemnité liée aux grades, métiers, fonctions, responsabilités ou à la manière de servir.

Il se substitue notamment à :

- L'IFTS (indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires)
- L'IEMP (indemnité d'exercice de missions des préfectures)
- L'IAT (indemnité d'administration et de technicité)
- La prime de rendement
- L'indemnité de fonctions et de résultats
- La PSR (prime de service et rendement)
- L'ISS (indemnité spécifique de service)

...

Il est cumulable avec :

- les indemnités pour travaux supplémentaires
- les astreintes
- la NBI

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20201207-168-07-12-2020-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2020  
Date de réception préfecture : 21/12/2020

- la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat)
- les avantages collectivement acquis (art 111 conservé en cas de transfert)

**L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté appliquant les dispositions de la présente décision.**

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

L'IFSE repose :

- D'une part sur la détermination de **critères professionnels** liés aux fonctions
- D'autre part sur la prise en compte de **l'expérience professionnelle** acquise par l'agent

#### 1/ CRITERES PROFESSIONNELS (article 2 décret 2014-513)

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions à l'aide de 3 critères :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception (prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projets)
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions (valorisation de l'acquisition et de la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent).
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel (contraintes particulières liées au poste : exposition physique, responsabilité prononcée, lieu d'affectation ou aire géographique d'exercice des fonctions).

#### 2/ PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Connaissance acquise par la pratique (élargissement des compétences, approfondissement des savoirs, consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste)
- Doit être distinguée de l'ancienneté et de la valorisation de l'engagement et de la manière de servir
- Il s'agit d'un critère individuel, qui ne doit pas servir à placer l'agent dans un groupe supérieur de fonctions

**Il est proposé de retenir les éléments suivants par cadres d'emplois :**

#### FILIERE ADMINISTRATIVE

##### Administrateurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction de l'EPT	49 980€
Groupe 2	Direction adjointe de l'EPT	46 920€
Groupe 3	Responsable d'une direction	42 330€

##### Attachés

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction d'une structure	36 210€
Groupe 2	Direction adjointe	32 130€
Groupe 3	Responsable de service	25 500€
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	20 400€

##### Rédacteurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	17 480€
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou pilotage, gestion d'un ou plusieurs services, chargé de mission	16 015€
Groupe 3	Assistant de direction, poste d'instruction avec expertise, gestionnaire de dossiers particuliers	14 650€

##### Adjoint administratifs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	11 340€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800€

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20201207-168-07-12-2020-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2020  
Date de réception préfecture : 21/12/2020

## **FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE**

### Agents sociaux

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	11 340€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800€

## **FILIERE TECHNIQUE**

### Ingénieurs en chef

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction de l'EPT, direction adjointe de l'EPT, Responsable d'une direction	57120€

### Ingénieurs

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Responsable d'une structure, direction adjointe, responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	36210€

### Techniciens

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Responsable d'une structure, direction adjointe, responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	17480€

### **La garantie accordée aux agents :**

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, **le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent** au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, **est conservé** au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise **jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent** ».

### **Adopté à l'unanimité**

(67 voix pour, 4 abstentions, 7 non-votants)

Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20201207-168-07-12-2020-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2020  
Date de réception préfecture : 21/12/2020